

Monsieur le Président

Nous vous rappelons notre attachement à un réel dialogue social qui ne consiste pas à ratifier et accompagner des réformes voulues par le gouvernement.

Depuis le 5 décembre, les salariés ont massivement rejeté la contre-réforme des retraites. Les agents des Finances Publiques ont d'ailleurs largement participé aux mobilisations depuis cette date.

Rien dans les propos du Premier Ministre ne peut les rassurer, bien au contraire. L'entêtement du gouvernement n'a d'égal que la détermination des salariés à exiger l'abandon de cette contre-réforme.

Le projet du Nouveau Réseau dit « de Proximité » préoccupe lui aussi l'ensemble des agents de la DGFIP et évidemment de la DDFIP du Vaucluse.

Les propositions de l'administration, pour soi-disant le bien être des agents et dans l'intérêt du service public, sont :

- la création d'antennes (dont la viabilité est incertaine)
- le travail à distance
- le télé-travail
- la participation des agents des finances publiques dans les Espaces France Service
- la généralisation de l'Accueil Personnalisé sur RDV (qui réduira encore considérablement les plages d'accueil)
- transfert de l'encaissement de certains impôts vers les buralistes (encore une mission du service public externalisée!).

Ces solutions ne peuvent être la réponse aux angoisses des collègues

Personne n'est dupe, que ce soient les agents, les élus ou les organisations syndicales. Ne serait-il pas plus honnête d'arrêter de parler de concertation, là où il n'y a que communication ?

Le projet de nouveau réseau de proximité n'est pas de nature à les rassurer, bien au contraire. Nous vous alertons, une fois de plus, sur le mal être croissant des agents dans les Services.

Les élus FO DGFIP 84 n'acceptent pas l'argument qui consiste à dire que les suppressions d'emplois sont votées par le Parlement et que la DGFIP ne peut rien y faire. Nos services ont subi près de 22000 suppressions d'emplois depuis la fusion DGI/DGCP en 2009 et 4900 suppressions sont encore prévues sur les 3 prochaines années.

Les agents de nos services souffrent Monsieur le Président, ne le voyez vous donc pas ? 9 suppressions d'emplois de plus dans le Vaucluse s'ajoutant aux 150 depuis 10 ans, pensez-vous que les services et les agents vont tenir le coup ?

Nous aurons de cesse de poursuivre le combat et exigeons :

LE MAINTIEN ET LE RENFORCEMENT DE TOUS LES SERVICES DE PLEINE COMPÉTENCE SUR L'ENSEMBLE DU DÉPARTEMENT AINSI QUE LE RETRAIT DU PLAN DARMANIN.

Les élus FO DGFIP 84 n'avaient pas l'intention de participer au pseudo dialogue concernant les suppressions d'emplois dans notre département et auraient voté contre.

Compte tenu du contexte social actuel et des projets de réforme impactant tous les agents de la DGFIP, les élus FO-DGFIP 84 sont en grève aujourd'hui et ne siégeront pas donc à ce CTL.

#RETRAITDELAREFORMEDESRETRAITES